

# LE CADRE DE L'AGITATION ÉTUDIANTE...

Nous ne voulons pas traiter ici de problèmes tels que «possibilités du syndicalisme étudiant», «étudiants, forces révolutionnaires?»; ayant répondu à ces questions (1), un certain nombre d'étudiants anarchistes se sont résolus à militer sur leur lieu de travail, pour propager la théorie anarchiste en milieu dit universitaire, pour participer à l'action syndicale au sein de l'U.N.E.F. (2).

Nous nous bornerons donc ici à indiquer quelques repères pour ceux que concerne le marasme de l'Université, et qui désirent s'informer des conditions dans lesquelles militent les étudiants anarchistes, quitte à développer plus tard, d'une façon plus conséquente, une analyse du milieu et de leur situation dans le rapport de classes.

*LIAISON DES ÉTUDIANTS ANARCHISTES DE LA RÉGION PARISIENNE*

-----

## 1- Les organisations politiques:

Selon leurs options personnelles, les étudiants se répartissent en diverses organisations politiques dont le rôle essentiel, assez vain, consiste à «recruter» des militants... à la petite semaine, et aussi à peser sur le syndicalisme étudiant. Dans le cadre de cet article, c'est ce deuxième aspect qui est le plus important.

### ***U.E.C. ET F.E.N.***

L'*«Union des Étudiants Communistes»* fut créée en 1956 par la direction du P.C.F., qui allégea celui-ci de ses sections étudiantes, alors en pleine «*discussion*» sur le vote des pouvoirs spéciaux et les conséquences du 20<sup>ème</sup> Congrès du P.C.U.S. Paradoxalement, cette création fut faite contre le gré des étudiants eux-mêmes qui auraient préféré ne pas se couper du Parti au moment où des problèmes se posaient à eux. Il est probable que ce que visait la direction du P.C.F. et que craignaient les étudiants, à bon droit, puisque en partie c'est arrivé, c'est la dépolitisation de l'organisation, car le Parti envoyait ses militants en faculté chercher des adhérents «qui auraient voulu s'inscrire à l'U.E.C., mais non au Parti».

En effet, la division actuelle de l'U.E.C. est d'abord «*idéologique*» et non politique, comme nous le verrons plus tard. Au sein de l'U.N.E.F., ils suivent le jugement de l'histoire, c'est-à-dire qu'il ne faut pas croire que s'ils y sont généralement dans la majorité non seulement réformiste, mais en plus dépourvue de tout réalisme, c'est par opportunisme. Non, c'est par souci d'efficacité révolutionnaire! D'ailleurs ne parlent-ils pas parfois au nom du «*syndicalisme marxiste et révolutionnaire?*» On croyait pourtant que c'était tout un.

Sur le programme contradictoire de «*Mort aux bolchos!*», s'est créée, à la remorque du «Parti National-Syndicaliste Français» (hitlérien) et de l'O.A.S., la «*Fédération des Étudiants Nationalistes*». Autour de ces garçons qui savent manier le ceinturon et la barre de fer, gravitent quelques malheureux «bons citoyens» et des royalistes. «*Le Monde*» même n'ose pas trop démentir - il est même allé jusqu'à le soutenir - que la F.N.E.F., syndicat «*apolitique*» (entendez: corporatiste et vertical intégré) ...[...] le même programme: «*L'U.N.E.F. à Prague; les bolchos à Moscou!*».

Le dernier additif au programme, c'est la très claire Europe anti-américaine, mais édifiée au sein de la M.L.F. du si brillant orateur Tixier (pour les intimes). Intimes qui sont d'ailleurs nombreux dans la corpo de Droit (affiliée à la F.N.E.F.) et qui, au nom très probablement de l'apolitisme, ont formé des «comités T.V.» au niveau de chaque cours. (Pour les pas intimes: T.V. = Tixier-Vignancourt).

(1) Action Libertaire n°3 et 4; Noir et Rouge n°21.

(2) Union Nationale des Étudiants de France.

## **Le F.U.A. et le F.S.R.A.**

En réaction à la menace fasciste, peu avant la fin de la guerre d'Algérie, s'étaient formés un peu partout des comités antifascistes. Sentant le besoin de coordonner leur action, les militants de ces comités se sont fédérés en *Fronts* (de facultés, par exemple), les *Fronts* s'organisant par la suite en «*Front Universitaire Antifasciste*»; par l'élection d'un bureau parisien. Il n'est pas inutile de rappeler que cette organisation s'est faite malgré l'opposition des mouvements politiques étudiants (U.E.C. et E.S.U.) et de l'U.N.E.F. et que ceux-ci, devant les 7.000 étudiants «mobilisés» par le F.U.A., n'eurent plus d'autre ressource que d'en prendre le contrôle par le biais d'*«observateurs politiques»* (sic) qui purent organiser ensemble le sabotage de l'action antifasciste du F.U.A. (meeting du 15 mai 1962) en obtenant que l'absence de l'un d'eux au bureau en annule les décisions.

Le «*Front de Solidarité à la Révolution Algérienne*» s'est créé en réaction à la bureaucratisation du F.U.A et sa conséquence: un opportunisme timide, qui refusait de voir que lutter contre l'O.A.S. revenait à soutenir le F.L.N.

Le F.U.A. s'est dissous quelques mois après, pour cause de vacances d'été, et le F.S.R.A. a vu son rôle diminuer avec la victoire du F.L.N. Ainsi la fin de la guerre d'Algérie, la bureaucratisation de toutes les organisations étudiantes et, pour l'U.N.E.F. en outre, sa tendance intégrationniste, abandonnaient les étudiants aux seuls problèmes idéologiques, inorganisés devant la menace fasciste, toujours présente.

## **La division des marxistes: E.S.U., U.E.C, et C.L.E.R.**

A la fin de la guerre d'Algérie, les «*Étudiants Socialistes Unifiés*», rassemblement des sociaux-démocrates (type «*France-Observateur*»), de pro-chinois et de trotskistes en mal d'*«organisation de masse»*, ont trouvé à l'ordre du jour, d'une part, les business électoraux et, de l'autre, le conflit sino-soviétique. D'où l'effacement de cette organisation qui avait été à la pointe de la lutte pour la paix en Algérie et qui ensuite passait sous silence l'existence du F.S.R.A. et collaborait avec les staliniens à tuer le F.U.A., et la répartition de ses membres entre le Papa P.S.U., le frère Mao-Tsé-toung (formation de l'organisation «*chinoise et stalinienne*»: «*Drapeau Rouge*»), de plus en plus défendu par eux au sein de l'U.E.C., et la mère *Nature*.

L'U.E.C. «*n'a pas refusé de discuter*» à propos du conflit sino-soviétique. Ce qui n'a pas plu à Thorez qui retira sa subvention à «*Clarté*», journal de l'*Union*, et demanda le paiement des dettes au Parti. Il est difficile de savoir où en est l'U.E.C. maintenant, surtout depuis la mort de Togliatti, puis celle de Thorez. Les braves camarades discutent pendant que la fraction «*proparti*» mafiotte, dans l'U.E.C. et à l'U.N.E.F., en vue de l'*«union sacrée»*... avec les catholiques!

Puisqu'ils s'entendent si bien, qu'il me soit permis d'ouvrir ici une parenthèse sur ces derniers. La J.E.C. «*Jeunes Étudiants Chrétiens*», qui est catholique (tous les chrétiens doivent être catholiques), en tant que telle se refuse à toute prise de position syndicale ou politique. Mais ses membres se font généralement un devoir d'envisager les problèmes sociaux «*à la lumière de la foi*», et ils sont nombreux à militer dans la majorité à l'U.N.E.F. Toutefois, certains préfèrent tante Yvonne et se laissent tenter par la proposition douteuse faite par l'*«Action Étudiante Gaulliste»* (vous connaissiez?) de faire profiter charitalement les syndicalistes de l'appui bénévole de la majorité U.N.R. pour faire aboutir leurs revendications.

Plus sérieux sont les trotskistes répartis en trois organisations «*ouvrières*», dont chacune prétend être la seule trotskiste (*«oui, mais eux, c'est pas pareil!»*). A travers les journaux «*Voice Ouvrière*», «*Vérité*», «*4<sup>ème</sup> Internationale*», on entend parfois les mots gentils qu'échangent, respectivement, les camarades leaders Bois, Lambert et Franck. Là encore, nous ne retrouvons pas l'union sacrée.

Le «*Comité de Liaison des Étudiants Révolutionnaires*» a été et est formé par des trotskistes «*libertaires*». Politiquement, l'action du C.L.E.R., en tant qu'organisation étudiante, n'est pas importante: il «*recrute*», et il «*forme*», même au sein de l'U.E.C. Son action est surtout syndicale et c'est lui qui a pris l'initiative de former, au sein de l'U.N.E.F., une «*tendance syndicale contre l'intégration*», il y a un an. Mais nous retrouvons l'U.N.E.F.

## **2- Le syndicat:**

L'*Union Nationale des Étudiants de France* regroupe environ 80.000 étudiants sur les bases du syndicalisme et du mouvement de jeunes tout à la fois, il en résulte une certaine ambiguïté, ce qui fait dire souvent

que le syndicalisme étudiant reste à construire, certains même prétendent qu'il reste à définir et se livrent à de savantes analyses du «*milieu*». Mais dans tous les cas le problème majeur qui, immédiat, se pose à l'U.N.E.F. est celui de l'offensive que mène l'État contre les organisations de jeunes et les syndicats en vue de les intégrer dans l'appareil de commande.

Pour comprendre la position des dirigeants du mouvement face à cette menace, pour évaluer les possibilités de résistance de l'organisation, il est nécessaire d'analyser, même brièvement, l'histoire de l'U.N.E.F.

### ***Bref historique: de l'association des fils-à-papa à un mouvement petit-bourgeois***

Pour résoudre la question: «Où va l'U.N.E.F.», il faut savoir d'où elle vient: ces larges extraits d'une brochure éditée par l'U.N.E.F. en 1962 (3) définissent très clairement son évolution:

- 1880-90: apparition des premières *Associations Générales d'Étudiants* (A.G.E.). Elles regroupent peu d'étudiants (il s'agit de véritables castes, avec leur chansons, leur monômes et leurs traditions), dont les pensions versées par les parents permettent l'existence.

- 1907: l'U.N.E.F. voit le jour dans une joyeuse ambiance de fête.

- 1929: un premier tournant: la guerre, puis la crise économique font tomber bien des fortunes, baisser bien des revenus. Le souci de terminer rapidement des études devenues onéreuses devient primordial; de plus, le chômage et l'encombrement des carrières sévissent. Les A.G.E. et l'U.N.E.F. jouent un rôle d'entraide, créent des services locaux (polycopiés), suscitent la création d'organismes nationaux (restaurants universitaires, etc...).

- avril 1946: le Congrès de Grenoble rassemble des représentants étudiants qui ont connu les camps de concentration, participé à la Résistance. Le contexte de la Libération, l'expérience acquise modèlent une nouvelle conscience étudiante qui se veut ouverte aux problèmes du pays. Les jeunes ruraux et les jeunes ouvriers doivent pouvoir accéder à l'université. Tout étudiant membre actif de cette «*vieille dame*», gardienne des traditions françaises de liberté et de justice, se doit de les défendre. C'est ce qu'un texte parfois emphatique, mais dont le fond ne reste pas moins vrai, a cherché à exprimer.

Ainsi naît la Charte de Grenoble qui définit l'étudiant comme un «*jeune travailleur intellectuel*» et exprime par ailleurs, le désir d'un milieu petit bourgeois de tirer toutes les conséquences de la *Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen* de 1789. Il y est dit notamment cette chose assez croustillante: «*En tant qu'intellectuel, l'étudiant a le devoir de défendre la liberté contre toute oppression, ce qui pour lui constitue la mission la plus sacrée*».

Jusqu'en 1956, l'U.N.E.F. continue cependant sa politique corporatiste en se préoccupant surtout de ne pas «*faire de politique*».

Il faut noter toutefois que son action revindicative au jour le jour aboutit à un certain nombre de réformes et avantages matériels qui vont dans le sens d'une relative démocratisation de l'université. Bien que coupée des salariés en lutte, l'U.N.E.F. menait un combat parallèle au leur.

- 1956 : en juin, à la suite d'un ordre de grève générale lancé par l'*Union Générale des Étudiants Musulmans Algériens* (U.G.E.M.A.), le conseil d'administration décide de rompre les relations, ce qui entraîne le départ des dirigeants «*minoritaires*» du Bureau. En juillet, le C.A. revient, à une très faible majorité, sur cette décision et un Bureau «*minoritaire*» homogène est constitué, présidé par Michel de la Fournière. Le refus par le nouveau Bureau de prendre position sur le fond du problème algérien motivé par une trop faible majorité en milieu étudiant, amène l'U.G.E.M.A. à rompre toute relation!

- 1958 : cette même année voit la participation de l'U.N.E.F. à la manifestation du 28 mai, de la République à la Nation, et, en novembre, une action sur le budget de l'Éducation Nationale.

- 1959 : à la rentrée, l'affaire des sursis domine l'action de l'U.N.E.F., pour aboutir à la grève des 17 et 18 mars 1960 et à un texte législatif revenant sur l'ordonnance du 11 août.

- 1960: la puissance de l'U.N.E.F. en milieu étudiant est confirmé par le succès de la grève du 1<sup>er</sup> février, avec toutes les organisations syndicales, après l'insurrection d'Alger.

Au Congrès de Lyon, par 544 mandats contre 104 et 137 absent, l'U.N.E.F. prend position pour des négociations avec le *Front de Libération Nationale*. En juin, elle reprend ses relations avec l'ensemble des associations d'étudiants d'outre-mer, et en particulier l'U.G.E.M.A., tandis qu'en octobre, après l'appel de l'U.N.E.F., l'ensemble des forces syndicales et politiques, a lieu, le 27 octobre, une journée pour la paix en Algérie. A la Mutualité, plus de 20.000 personnes sont chargées violemment par la police.

- 1961: le 24 avril l'U.N.E.F. participe au mouvement de grève lancé par toutes les organisations syndicales contre le putsch militaire. Au Congrès de Caen, l'action du Bureau a été approuvée par 80% des mandats.

C'est la période héroïque de l'U.N.E.F., qui effectivement occupe à ce moment une position en flèche par rapport aux organisations ouvrières dans la lutte contre la guerre, le paroxysme étant atteint lors du 8 février, quand l'U.N.E.F. se trouve être le seul syndicat à participer à la manifestation de Charonne.

La fin de la guerre devait marquer le début d'un recul énorme, en deux ans d'hésitations et de démissions en chaînes, l'U.N.E.F. devait rentrer dans son vieux rôle de tranquille machine universitaire.

### **Vers l'intégration**

Cette année et l'année dernière ont vu une résurgence du courant «*majo*» traditionnel, corporatiste et apolitique qui reprend la direction de plusieurs A.G.E. Est-ce la conséquence d'une politique «*dure*» du courant syndicaliste, dit «*mino*»?

Jamais le programme soutenu par ce courant n'a été plus réformiste; la nouvelle orientation universitaire, qui s'exprime à travers le récent «*manifeste de l'U.N.E.F. pour une réforme démocratique de l'enseignement*», se traduit par un refus de prendre en considération les problèmes de niveau de vie qui ne sont sensés être abordés que dans des actions partielles et jugées tout à fait secondaires, alors qu'une action d'ensemble serait susceptible de mener à un intersyndicalisme réel et permettre ainsi la résistance à l'offensive d'intégration.

Cette nouvelle orientation reflète le désir d'une couche petite bourgeoisie, consciente du nombre désormais plus stable de postes hautement qualifiés dans une industrie en voie d'automatisation, de s'adapter en adaptant l'université, rejetant la démocratisation de l'enseignement dans un avenir lointain, puisque soumise à l'obtention de «*l'allocation d'étude*» ou «*présalaire*», que l'État et le patronat n'accorderont bien sûr que lorsqu'ils disposeront d'une université sur mesure.

Mais peut-on encore parler de «*majos*» corporatistes et de «*minos*» syndicalistes, alors qu'une bonne part de ces derniers ont rejoint les premiers sur une voie qui mène directement et rapidement à l'intégration?

Un fait est certain, c'est qu'actuellement l'État et le capital ne sont pas en mesure de se retrancher derrière un potentiel de réformes sociales à jeter en pâture aux réformistes de tous poils. C'est pourquoi une tendance révolutionnaire s'est créée au sein de l'U.N.E.F.

### **3- Les étudiants révolutionnaires:**

Nous avons essayé de montrer, comment l'attitude de l'U.N.E.F. aboutissait logiquement à collaborer avec le pouvoir afin d'aménager les structures sociales existantes. Pour tenter de freiner ce processus et essayer de provoquer une prise de conscience du plus grand nombre d'étudiants, les militants du C.L.E.R. (trotskystes), après à voir mené une action seuls, pendant quelques années et occupé plusieurs Bureaux à Paris-Lettres (psychologie, propédeutique, espagnol) ont impulsé l'année dernière une «*tendance syndicaliste révolutionnaire*» regroupant des étudiants de divers horizons politiques.

Les objectifs immédiats de ce regroupement sont essentiellement de lutter contre l'intégration et de proposer une réforme des structures de l'U.N.E.F. visant à permettre aux différentes tendances de s'exprimer à tous les niveaux de l'organisation.

Cette année, les militants anarchistes ont établis une coordination entre-eux et ont rejoint le regroupement contre l'intégration, dont la plate-forme avec les amendements que nous avons proposés nous donne entièrement satisfaction, et dont voici l'essentiel:

## **Plate-forme révolutionnaire:**

Face à l'État qui prétend représenter les «intérêts généraux de la Nation», nous affirmons que la société reste divisée en classes aux intérêts irréconciliables, du fait même que leur rôle antagoniste dans la production, et que l'État n'est jamais que le serviteur de la classe dominante actuellement, la bourgeoisie. En tant que futurs exploités, nos intérêts sont fondamentalement les mêmes que ceux du prolétariat.

Nous disons que le syndicalisme étudiant doit être un syndicalisme révolutionnaire.

Notre but final est la constitution d'une société sans classe, par la suppression de la propriété privée des moyens de production et la destruction de l'État, une société où l'homme ne sera plus l'esclave de son travail ni l'enfant du travail auquel on le destine.

Notre but final doit déterminer chaque revendication du syndicat, le contenu de la revendication comme les moyens d'action.

Ceci implique avant tout la rupture avec l'État, particulièrement dans la période actuelle où la bourgeoisie est à l'offensive et entend liquider les organisations ouvrières et les mouvements de jeunesse en les intégrant à l'appareil étatique, en transformant les dirigeants syndicaux en police politique de la bourgeoisie. La réforme administrative est très nette sur ce point: il s'agit de transformer les responsables locaux des syndicats en agents chargés de surveiller l'application régionale (dans les commissions d'expansion économique régionale) des décisions prises au sommet (*Conseil Supérieur du Plan*), avec la caution des dirigeants nationaux.

Les étudiants sont partie prenante dans la bataille pour la sauvegarde des organisations ouvrières indépendantes de l'État. Les dirigeants de l'U.N.E.F. ne peuvent justifier leur refus de rompre avec l'État, par le fait que les dirigeants nationaux des syndicats ouvriers continuent à siéger dans les organismes mis en place pour les intégrer dans l'appareil d'État.

Face aux courants de l'U.N.E.F. qui, bien que différents, refusent de rompre avec l'État et se retrouvent finalement d'accord pour isoler le mouvement étudiant du mouvement ouvrier, les syndicalistes révolutionnaires que nous sommes entendent opposer à l'offensive de la bourgeoisie le Front Unique de la jeunesse et de la classe ouvrière, pour la sauvegarde de nos organisations.

Nous nous sommes constitués en tendance pour défendre ensemble la totalité de notre programme, mais il est évident qu'un accord peut se faire avec les éléments d'autres courants sur tel ou tel point de ce programme.

Nous sommes en particulier convaincus que seront de plus en plus nombreux les étudiants qui voudront préserver l'indépendance de leur organisation, les militants qui refuseront, de se transformer en fonctionnaires de l'État.

La rupture avec l'État doit se réaliser par:

- le refus de siéger plus longtemps au *Haut Comité de la jeunesse* et aux organismes de cogestion des loisirs (C.O.G.E.D.E.P.);
- le refus de participer à l'élaboration du 5<sup>ème</sup> Plan;
- le refus de siéger au *Comité National des Œuvres* (O.N.O.), qui est devenu, depuis la réforme de 1963, une simple cour d'arbitrage chargée de répartir la pénurie.

A l'unité des bureaucraties contre le «*tous ensemble*» de la classe ouvrière, il faut opposer la préparation du *FRONT UNIQUE* de la jeunesse et des travailleurs.

L'intégration du syndicat dans les organismes étatiques implique le monolithisme à l'intérieur de l'appareil, où tous les ordres viennent d'en haut. L'U.N.E.F. ne doit pas être l'instrument d'une aristocratie de militants incontrôlables, mais celui de la grande masse des étudiants. Nous luttons pour la démocratie syndicale: que tous les courants puissent s'exprimer à tous les niveaux, se réunir en tendance, être représentés dans les organismes dirigeants proportionnellement aux voix recueillies, faire campagne dans les sections où ils ne sont pas représentés.

Les revendications étudiantes peuvent et doivent s'intégrer dans une plate-forme commune de la jeu-

nesse travailleuse. A la politique gaulliste, qui bouche l'avenir de la jeunesse et lui fait des conditions de vie intolérables, il ne peut y avoir qu'une réponse commune de tous les jeunes.

Les problèmes des étudiants ne sont qu'une expression particulière des problèmes généraux de la jeunesse.

Une telle plate-forme pourrait s'élaborer autour des points suivants:

- allocation d'apprentissage pour tous les apprentis (ouvriers et étudiants);
- suppression des subventions aux écoles privées et religieuses;
- aux critères des besoins de l'économie se traduisant par des barrages à tous les niveaux de l'enseignement, sous le prétexte fallacieux d'orientation professionnelle, doivent être substitués des critères strictement universitaires
- à la formation ultra spécialisée que nous propose le pouvoir, nous devons opposer la nécessité d'une formation suffisamment complète et polyvalente qui assure aux jeunes la possibilité d'une reconversion éventuelle;
- construction de logements, etc...

**Cette plate-forme** n'est qu'une orientation générale, un programme minimum qui peut être dépassé dans le cadre de son application concrète.

L'action des militants anarchistes ne se résume pas cependant à l'action syndicale révolutionnaire.

Nous, anarchistes, considérons le milieu étudiant comme un secteur déterminé par l'ensemble des structures sociales où il se trouve inclus et influencé par le rapport de force qui caractérise le rapport des classes à ce moment. Nous entendons, par conséquent, mener une action révolutionnaire tout court, persuadés que seule une transformation des fondements même de la société peut apporter une solution au fond des problèmes dit «*universitaires*».

-----